



Genre en Action

Bulletin n° 5 - Avril 2006

Réseau Genre en Action
CEAN
IEP de Bordeaux

11 allée Ausonne
33607 PESSAC cedex, France

Corps sexué, corps genré en action ? Expériences de lutte contre la pratique de l'excision au Mali.

Chers Membres,

Dans notre précédent numéro (n° 4, juillet 2005), nous avons entamé une réflexion sur la différence entre corps sexué et corps genré, question qui est apparue comme faussement évidente. La construction sociale des sexes passe en partie par la médiation du corps : est-ce que la définition du corps sexué est un universel ? Et n'est-il pas déjà un parti pris idéologique ?

L'excision marque la transition entre corps sexué et corps genré. On s'était ainsi appuyé en partie sur cette pratique pour illustrer notre propos dans le précédent bulletin. Mais ce passage prend également d'autres formes, l'excision n'étant qu'un exemple parmi d'autres.

En effet, l'excision, pratique qui relève de la construction sociale des sexes, est un processus de définition de l'identité de genre féminin qui marque physiquement et socialement la volonté de contrôle de la fonction de reproduction.

Comment ces tensions entre corps sexué et genré sont-elles remises en question dans les actions et les discours de la lutte contre l'excision ? Ce bulletin se propose ainsi de donner la voix à quelques praticien(ne)s, impliqué(e)s dans la lutte contre l'excision dans les sociétés excisantes au Sud, ici au Mali.

Chaque année, le 6 février est organisée dans différents pays la journée internationale de lutte contre l'excision. Ce bulletin a été réalisé à partir du suivi des différentes activités qui ont marquées la célébration de cette journée au Mali tout au long du mois de février 2006. A titre illustratif, et sans chercher à être exhaustif, on a voulu présenter des activités variées - sensibilisation sur le terrain ou ateliers de réflexion entre intervenants - qui reflètent aussi la diversité des approches dans le mouvement de lutte et les question-

nements que cela suscite. Nous remercions à cette occasion tous les partenaires au Mali¹ qui ont permis la réalisation de ce bulletin spécial, en espérant qu'il aura su rendre compte fidèlement du travail de longue haleine qu'ils sont en train d'entreprendre pour un changement de comportement. Vous pourrez trouver leurs coordonnées précises sur le site du réseau.

Ce bulletin se concentre sur le cas de la lutte contre l'excision au Mali, mais pour poursuivre la réflexion, il serait ainsi intéressant d'avoir des contributions d'expériences d'autres pays, du Sud et mais aussi du Nord dans le cadre de cette lutte, ou d'autres questions connexes. Nous attendons aussi toutes les réactions de nos membres sur cette question : un forum va ainsi être mis en place sur le site www.genreenaction.org, nous comptons sur votre participation !

Aurélié Latourès

Bamako, février 2006.

¹ A savoir :

- l'AMSOPT (Association Malienne pour la Sauvegarde et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles) : notamment Mme Sidibé, Mariam Kanté et Ballo.
- le PNLE (Programme National de Lutte contre l'Excision) et le PASAF (Projet d'appui à la lutte contre les pratiques préjudiciables à la santé de la femme et de l'enfant) : notamment Lamine B. Traoré et Joséphine Keita Traoré.
- le Réseau Malien de Lutte contre les MGF : notamment Emile Arama.
- ANI Mali et ACPM (Action Contre la Pauvreté et la Maladie) : notamment Yacouba Maïga et Sadio Sylla
- le Centre Djoliba : notamment Virginie Koné.
- l'APDF (Association pour le Progrès et la Défense des Droits de la Femme) : notamment Mme Diawara
- le RMCAEX (Réseau Malien des Communicateurs pour l'Abandon de l'Excision) : notamment Biton Coulibaly et Almhady Cissé et Assa Diallo.
- l'ASDAP (Association de Soutien au Développement des Activités de Population) : notamment Habibatou Diallo.





www.genreenaction.net



A quoi sert une journée internationale de lutte pour l'abandon de la pratique de l'excision ?

En février 2003, s'est tenue à Addis Abeba l'assemblée générale du CIAF (Comité Interafricain contre les pratiques néfastes, créé en 1984 à Dakar et qui est le premier réseau régional à se saisir de la question de l'excision) : les premières dames de nombreux pays d'Afrique étaient présentes aux côtés des ministres, des ONG et des leaders religieux du continent. Il a été décidé à cette occasion qu'une journée internationale serait célébrée chaque année le 6 février² afin de permettre de rendre visible la lutte contre l'excision dans les différents pays, de sensibiliser largement les populations et d'amener les gouvernements à faire appliquer les conventions internationales sur les droits humains qu'ils ont ratifiées.

Le 6 février 2006 a ainsi été célébrée au Mali la troisième édition de la journée internationale de lutte contre l'excision.

A cette occasion une grande cérémonie a été organisée par le Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE, voir encadré), en collaboration avec le Ministère de Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, réunissant les

différents intervenants de la lutte (services techniques de l'Etat, société civile, religieux et les partenaires techniques et financiers) et ouvrant la voie à un mois d'activités diverses.

Le PNLE : une structure gouvernementale de coordination, d'orientation et de suivi de la lutte au niveau national.

<http://www.pnle.org.ml>

La volonté manifeste du gouvernement de faire face au problème spécifique de l'excision s'est manifestée en 2002 par la création d'un Programme National de Lutte contre l'Excision. Il est représenté au niveau régional par des points focaux dans les Directions Régionales de Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Il a été doté d'un budget propre en 2004.

En 1998, le gouvernement a élaboré un Plan d'Action National pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision, qui est entré dans sa deuxième phase (2004-2008). Il a permis de mener des activités de coordination (notamment harmonisation des stratégies et des outils de lutte au niveau des différents intervenants, réunions trimestrielles), de recherche, de prise en charge des victimes de l'excision, de formations (agents de santé, leaders d'opinion, leaders religieux) et de plaidoyer.

L'approche éducative est retenue au niveau national compte tenu du contexte socio culturel : « *Les résultats positifs de lutte se sont traduits dans d'autres pays par l'adoption d'une loi. Au Mali, on a choisi plutôt l'approche éducative où la communication est la pièce maîtresse* » (Mme Diallo M'Bodji Sene, ministre PFEF lors du 6 février 2006). En effet le Mali n'a pas encore de loi interdisant la pratique, faisant figure d'exception dans la sous région. Mais il est le seul pays à être doté d'une Direction Nationale de lutte contre l'excision.

Cette année le thème retenu était « **le rôle et la place de la communication dans l'abandon de la pratique de l'excision** ». Au Mali, la communication revêt deux formes principales : les communicateurs modernes (presse, radio et

télévision) mais aussi les communicateurs traditionnels (les griots), garant de la tradition.

Pendant très longtemps, la question de l'excision était taboue au Mali : lorsque des articles de journaux parlaient de cette pratique, c'était pour vilipender les initiatives de lutte locales perçues comme une ingérence de l'Occident : « C'est une lutte imposée par les Blancs. » Les communicateurs ont progressivement été sensibilisés et formés sur l'excision et ils sont aujourd'hui en partie impliqués dans la lutte (voir encadré sur le RMCAEX). Cela participe d'ailleurs au succès de la journée annuelle de lutte contre l'excision, largement médiatisée. Elle est couverte par la presse (avec des articles en première page des quotidiens nationaux), par le journal télévisé de l'ORTM (chaîne publique) et dans les différentes radios ; des émissions spéciales sont même diffusées (débats, interviews, émission musicale avec des artistes ayant chanté contre l'excision)... Ainsi, la journée du 6 février est devenue un moment clef dans la lutte concourant ainsi à l'instauration progressive d'un débat national sur la pratique.

² Date anniversaire de l'Assemblée Générale du CIAF.

Le RMCAEX : un réseau de communicateurs modernes pour l'abandon de la pratique de l'excision au Mali.

assadial@yahoo.fr

Dans les années 2000, les acteurs de la lutte contre l'excision au Mali ont cherché à impliquer les communicateurs modernes. Différentes formations ont ainsi été organisées, à l'issue desquelles des réseaux ont été créés. En 2001, un seul réseau centralise les communicateurs : le Réseau Malien des Communicateurs pour l'Abandon de l'Excision. Il est composé aujourd'hui d'une cinquantaine de membres (bénévoles) à travers tout le pays, issus des différents médias. Il appuie les différents intervenants de la lutte dans le domaine de la communication, organisant par exemple la couverture médiatique de la journée du 6 février et des activités des ONG pendant l'année, servant de facilitateur dans les conférences-débats et participant à l'élaboration de stratégies de communication des différents acteurs. « Dans ma rédaction, quand on parlait d'excision, ta journée était foutue... En tous cas, maintenant, l'excision n'est plus dans la rubrique « faits divers ». Cette évolution est due aux intervenants. Mais [...] dans les médias, le problème est que ce qui se vend le plus, c'est la politique. Dans ce contexte, comment imposer ce thème à nos rédactions ? » (Almahady Cissé, membre du RMCAEX, lors de la conférence de presse du 6 février). Le Réseau a ainsi commencé à organiser des formations des directeurs des organes de presse (en partenariat avec le Groupe Pivot Santé Population). Son travail a été facilité par une volonté politique désormais affichée.

Excision et santé de la femme, une approche médicale.

Sensibilisation d'un groupe de femmes de la commune V, ACPM.
Dimanche 5 février, 10h-11h, Badalabougou.

acpmfr@yahoo.fr

L'ACPM (Action Contre la Pauvreté et la Maladie) est une jeune association créée en 2000 qui intervient pour améliorer les conditions de vie des femmes dans la commune V de Bamako à travers la sensibilisation et l'éducation des femmes dans différents domaines : la santé de la reproduction, l'environnement et l'agriculture durable. L'association a décidé de mener une activité autour de l'excision. En effet, la commune V est réputée pour avoir un « nid » d'exciseuses très actives. Mais il est difficile de les approcher directement, aussi il s'agit ici de passer par les groupements de femmes



pour tenter de sensibiliser les mères.

Ce dimanche matin, les femmes arrivent progressivement dans la salle de réunion de l'association vers 10h. Des chaises ont été installées tout autour d'une table recouverte du pagne orange de la journée internationale pour l'abandon de l'excision. Ce sont essentiellement des ménagères, dont la majorité est encore très jeune (17-19 ans) ; certaines ont amené leur bébé avec elles.

La séance commence par un mot de bienvenue d'Hamady DIALLO, président de l'association qui précise que cette activité se place dans le cadre de la célébration de la journée du 6 février, fêtée dans le monde entier.

Sadio SYLLA, animatrice de l'association Sini Sanuman, commence par demander aux femmes en quoi consiste l'excision « muso bolokoli » ou « nege sigi koro » en langue nationale bambara ; langue dans laquelle se déroule la séance. Les femmes semblent d'abord gênées : les rires fusent dans tous les sens, mais quelques unes répondent. L'animatrice montre alors différentes photos pour présenter les conséquences de l'excision, à partir de la Boîte à Images de l'AM-SOPT. Ces images sont parfois difficiles à supporter, mais les

femmes écoutent avec attention, les rires ont disparu. On peut voir notamment des kystes vulvaires, des obstructions totales ou partielles des voies génitales et urinaires, des accouchements difficiles. Ce sont des photos de femmes ou de fillettes qui ont été traitées par le gynécologue Moustapha Touré (Centre de Santé de Référence, Commune IV). Elles visent à démontrer le lien de causalité, rarement établi, entre la pratique de l'excision faite dans la petite enfance et des conséquences gynécologiques qui interviennent souvent au moment de l'accouchement, des règles ou des rapports sexuels plus tard dans la vie de la femme.

Il s'agit d'une toute première séance de sensibilisation pour la plupart d'entre elles qui n'ont jamais encore été informées sur les dangers de la pratique. D'autres séances plus spécifiques suivront, mais aujourd'hui, il s'agit d'une première pri-



se de contact pour qu'elles partent avec une connaissance générale des conséquences de la pratique sur la santé de la fille et de la femme. A la fin de la séance, une femme un peu plus âgée prend la parole et dit qu'il faut que la pratique cesse : « *A dabra !* »

Les femmes se séparent après avoir été invitées par le président de l'association à venir le lendemain au Palais des Congrès célébrer le 6 février avec les autorités du pays.

Réflexion sur le rôle et la place de la communication dans le processus de changement de comportement.

Conférence du RMLMGF, mercredi 8 février,
Centre Djoliba, 10h-13h30.

arama_patomon@yahoo.fr ↙

Le Réseau Malien de Lutte contre les Mutilations Génitales Féminines a été créé en 1997 : il regroupe 57 membres, qui

sont pour l'essentiel des associations et ONG maliennes qui oeuvrent dans la lutte contre l'excision. Il vise à coordonner et harmoniser les différentes activités de la société civile dans la lutte, mais aussi appuyer ses membres notamment à travers le renforcement des capacités (formations, espace de réflexion...).

Dans le cadre de la célébration du 6 février, il a ainsi organisé une conférence regroupant ses membres afin d'entamer une réflexion sur les enjeux de la communication.

La communication comporte trois niveaux : l'émetteur (qui comprend les communicateurs, mais aussi les ONG qui doivent réfléchir sur la qualité de leurs messages), le récepteur (c'est-à-dire les groupes cibles) et le canal (quels outils sont les mieux adaptés ?).

La communication est le processus par lequel deux personnes ou groupes de personnes échangent pour se comprendre. Il y a deux types de communication : interpersonnelle et de masse. « *En clarifiant la différence entre ces deux formes de communications, nous évitons le piège du choc, c'est-à-dire que nous nous assurons que le message est consommable par le groupe cible et l'invite au changement de comportement.* » (Biton Coulibaly, RMCAEX). Il faut déterminer en amont une stratégie de communication. Pour ce faire, dans un premier temps, il s'agit d'identifier le public cible primaire (qui est-ce que les messages concerne en premier lieu pour le changement de comportement ?) et secondaire (qui peut intervenir indirectement dans le processus de changement de comportement ? Les leaders religieux, politiques, communautaires ?).

Les campagnes de communication engagées au Mali ont surtout permis de démystifier le sujet. Ce n'est plus un tabou aujourd'hui de parler de l'excision, y compris à la télévision nationale et sur les ondes. Mais la communication est encore faible. Elle ne couvre pas tout le territoire ; les messages ont pendant longtemps été élaborés et diffusés uniquement en français (mais combien de personnes comprennent le français ?) ; elle s'est concentrée sur une seule cible, la femme, à la fois victime et bourreau, féminisant à outrance la pratique dont la décision est pourtant le plus souvent communautaire, donc impliquant les hommes, trop souvent écartés de ce qui est considéré comme « une affaire de femmes » ; et enfin les termes et les supports employés (photos des conséquences, mannequin, mettant en scène la nudité de la femme) sont parfois encore choquants pour les communautés excisantes, ce qui peut bloquer l'interaction, pourtant à la base de la communication.

Cette conférence a permis d'entamer une réflexion désormais nécessaire parmi les intervenants pour revisiter les

stratégies de communication utilisées depuis 15-20 ans, les résultats étant encore timides sur le terrain. La lutte entre désormais dans une deuxième phase de maturité.

Quelles stratégies de sensibilisation ?

Atelier de l'APDF, Mairie de la Commune V, Bamako, samedi 11 février, 10h-16h.

apdf@datatech.toolnet.org ↗

L'APDF (Association pour le Progrès et la Défense des Droits de la Femme), créée en 1991, figure parmi les associations pionnières dans la lutte au Mali et notamment une des toutes premières à traiter de l'opportunité d'une loi contre la pratique de l'excision. Elle est implantée dans tout le pays à travers des comités dans toutes les régions, y compris dans le district de Bamako.

Ce samedi 11 février, c'est l'APDF de la Commune V de Bamako qui organise un atelier de réflexion sur les stratégies de sensibilisation, dans le cadre de la célébration du 6 février.

Dans la salle de conférence de la mairie de la Commune V de Bamako, l'APDF a convié le maire de la commune, les chefs de quartier, les leaders religieux, les communicateurs traditionnels et les membres de l'APDF, y compris en région (il y a une représentante de l'APDF de Kayes) pour discuter ensemble des stratégies de sensibilisation.

Ben Chérif Diabaté, président du Réseau des Communicateurs Traditionnels d'Afrique de l'Ouest ouvre la conférence en mettant en évidence l'évolution de la pratique de l'excision. Avant, l'excision se comprenait dans le cadre de l'éducation traditionnelle. Mais aujourd'hui, tout cela a changé : on n'enseigne plus rien aux petites filles au moment de l'excision ; ce ne sont plus seulement des exciseuses traditionnelles qui opèrent, ce sont même parfois des hommes ; et cela ne se fait plus à la puberté mais sur des bébés qui n'ont parfois que 40 jours. Au Mali, pays à large majorité musulmane, les gens pensent que la pratique est recommandée par l'islam. La religion a favorisé la résistance à la lutte qui s'est engagée avant l'indépendance, avec Awa Keita (première femme députée du Mali). Le Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE) a organisé une visite avec une délégation de leaders religieux maliens dans les pays arabes (dont l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Tunisie) : il en

est ressorti que la pratique n'était pas dans le Coran. Reste maintenant à faire la restitution à la population.

Ce n'est que dans les années 90 que, sous l'impulsion des associations, la lutte a vraiment pris son élan. Le gouvernement s'est aussi progressivement engagé. Depuis 2002, les griots, les maîtres de la parole et de la tradition orale, sont impliqués dans la lutte : « *Notre message est qu'il ne s'agit pas de rejeter nos traditions, mais si une pratique montre des inconvénients, s'il y a des conséquences néfastes pour la femme, ne serait-il pas mieux d'abandonner ?* » Ben Chérif Diabaté, réseau des communicateurs traditionnels

Puis, la projection d'un film, « *Muso Bolokoli : l'excision, une souffrance injustifiée* », explique de façon détaillée les conséquences gynécologiques, urologiques et obstétricales de la pratique à partir de photos des complications recensées dans différents centres de santé de Bamako commentée par des gynécologues. Ces images font débat : « *Certains pensent que ces images sont des montages. Mais ce n'est pas le cas. Je connais personnellement une des femmes de la cassette : elle a été soignée à Lafiabougou [...]. Beaucoup de femmes ont des problèmes, mais elles viennent voir les médecins en cachette car elles ne veulent pas que cela se sache !* », commente Mariam Bagayoko, militante contre l'excision depuis la fin des années 80 dans son quartier (Kalabankoura). Une militante de l'APDF de Kayes précise : « *Nous avons converti des exciseuses dans notre région à partir de ces images !* ». Ces images permettent en effet de rendre concrètes les complications de l'excision : c'est sur cette base que le changement de comportement peut s'engager. Une autre femme prend la parole : « *Je suis exciseuse : c'est mon travail. Ces images qu'on a vues, c'est vrai, je connais ça. Depuis que j'ai été sensibilisée, j'ai décidé d'arrêter !* »

Dans l'après midi, trois groupes se forment pour discuter ensemble des stratégies adaptées pour lutter contre l'excision. Chacun et chacune peut ainsi proposer ses idées, qui sont ensuite mises en commun. Il en ressort

quelques axes forts : il faut essayer de sensibiliser à la télévision et à la radio pour toucher une large portion de la population ; il faut chercher à sensibiliser dans les villages, à partir d'une approche communautaire (en sensibilisant d'abord le chef de village et en impliquant des relais locaux) ; il faut inclure l'excision dans les programmes scolaires dès la 2ème année de l'école fondamentale, avec des messages adaptés à l'âge ; il faut privilégier la projection de films sur l'excision, qui sont un bon support de sensibilisation qui retient l'attention ; les messages doivent être systématiquement faits en langues nationales afin qu'ils soient compris par tous ; il faut identifier les exciseuses et les sensibiliser comme une cible privilégiée ; et enfin il faut dynamiser les réseaux des intervenants pour travailler en synergie. Ces recommandations vont faire l'objet d'un rapport qui sera étudié par l'APDF dans le cadre de son plan d'action.

Mais, cet atelier a surtout permis aux participants de mesurer que la sensibilisation est la clef pour le changement de comportement, mais qu'il ne s'agit pas de faire de la sensibilisation sans réflexion préalable pour : dégager des groupes cibles, adapter les outils de communication aux interlocuteurs (y compris les termes employés pour désigner la pratique, afin de pas « choquer »), et identifier tous les supports de communication pertinents (visuel, communicateurs modernes, communicateurs traditionnels, éducation...).

Excision et santé de la reproduction, une approche intégrée.

Sensibilisation d'un groupement de femmes, Baguineda, région de Koulikoro, Mali (AMSOPT/PROFESAB), janvier-février 2006.

Notons qu'il ne s'agit plus ici d'une activité directement liée au 6 février, mais il nous est apparu important aussi de montrer le travail qui était fait tout au long de l'année et que la journée du 6 février permet de mettre en lumière.

amsopt@datatech.toolnet.org

L'AMSOPT est des associations pionnières dans la lutte contre l'excision au Mali : créée en 1991, elle est présidée par Mme Aoudou Kadidia SIDIBE, enseignante de formation et militante pour les droits de la femme de longue date. Elle a développé une approche originale dans la lutte, qui a montré son efficacité par la confirmation de l'abandon de l'excision dans plusieurs villages.

Pour 2006, l'association a reçu un appui financier de PATH (Programme for Appropriate Technology for Health) pour débiter une nouvelle campagne de sensibilisation sur l'excision qui cible un groupement de femmes de la localité de Baguineda, dans la région de Koulikoro.³ Cette activité a dé-

buté en janvier 2006 et devrait durer environ trois mois.

Les séances de sensibilisation sont animées par Mariam Kanté. Elle a suivi une formation en santé de la reproduction et travaille depuis 1997 pour l'association dans les villages de la zone de Sanenkoroba.

Une quinzaine femmes se rassemblent tous les mardis au siège du Groupement de Femmes de Baguineda. Ce sont des femmes de profils différents : elles ont entre 20 et 40 ans, sont en grande majorité mariées, les plus jeunes n'ont pas encore d'enfants, et elles vivent essentiellement du petit commerce, du maraîchage, et de l'artisanat. Le groupement qu'elles ont créé a initié un projet d'activité génératrice de revenu centré sur la couture, encore en recherche de financements.

« Les populations n'ont aucune connaissance sur le rôle de l'appareil génital féminin et masculin. Si on donne des informations sur ça, on a gagné la moitié de la bataille. » (Mme Sidibé). Ainsi, pour la première séance, le thème choisi est l'appareil génital de la femme et de l'homme ; la séance suivante se concentre sur le cycle menstruel, puis la fécondation, la grossesse, l'accouchement, etc...

En effet, l'AMSOPT a développé une approche intégrée de l'excision : l'idée est d'informer les femmes sur la santé de la reproduction, à savoir leurs corps et son fonctionnement dans le cadre de la reproduction, avant d'introduire progressivement une sensibilisation à proprement parler sur l'excision. « De cette façon, les femmes comprennent directement les conséquences de l'excision d'elles mêmes au fur et à mesure », nous précise Mariam.

La méthode est participative : Mariam pose d'abord des questions d'éveil pour savoir ce que les femmes connaissent. Puis, à l'aide d'un support visuel (croquis de l'appareil génital masculin et féminin ; des différentes étapes du cycle menstruel ; du développement de la grossesse), elle complète les informations manquantes. Des méthodes ingénieuses sont employées pour rendre concret les éléments traités : par exemple, Mariam symbolise par un caillou les différents jours du cycle : un premier caillou (rouge) est déposé le premier jour des règles. Les femmes doivent ensuite déterminer à partir de quel caillou elles doivent « faire attention ». Elle vérifie ensuite que toutes les femmes ont compris en faisant répéter l'opération par plusieurs d'entre elles ; ce qui permet aussi aux retardataires de suivre le cours de la séance.

Les femmes sont très attentives et participent activement en posant des questions sur ce qu'elles ne comprennent pas. Preuve qu'elles ont assimilé les informations, nombre d'en-

³ Elle met en œuvre ce programme en collaboration avec une autre ONG, PROFESAB (Promotion des Femmes de Sabalibougou), créée en 1996 qui mène des activités dans les domaines de la santé, de l'alphabétisation, des droits des femmes et d'accès à la citoyenneté.

tre elles partagent des problèmes qu'elles ont rencontrés dans ce domaine et Mariam donne des explications supplémentaires. Par exemple, à la fin de la première séance, une d'elle raconte qu'elle a des très violentes douleurs lors de ses règles : les médecins ont peut être diagnostiqué un kyste. Mais il n'y a pas de médecin gynécologue dans la localité, il faut donc que ces femmes aillent à Bamako. L'AM-SOPT ne peut pas assurer la prise en charge de ces problèmes, mais elle peut les référer à un service compétent. C'est aussi le rôle de l'animatrice: en effet, Mariam propose à ces femmes d'organiser un rendez vous à Bamako dans le service de gynécologie du Centre de Santé de Référence de la Commune IV de Moustapha Touré, gynécologue de renom. Lors de la deuxième séance, les femmes discutent sur la façon de « faire attention » pendant la période féconde du cycle : certaines se refusent, sans explications à leur mari ; d'autres inventent toute sorte de stratagème. Mais Mariam conseille plutôt d'expliquer à son mari le fonctionnement du cycle et la nécessité de l'abstinence pendant les quelques jours identifiés.

A la fin d'une des séances sur la grossesse, l'animatrice évoque l'excision. Elle demande d'abord aux femmes : pourquoi est-ce qu'on pratique ? Certaines répondent que c'est la coutume, la religion, que cela permet à la femme d'être propre et « jolie » devant son mari et que cela facilite l'accouchement. En effet, sur ce dernier point, une femme précise que si le clitoris n'est pas coupé, au moment de l'accouchement, il peut exploser, causant des dommages pour la femme et le bébé. Après ses quelques questions d'éveil qui ont beaucoup animées les femmes, Mariam explique les différentes conséquences de la pratique : immédiates (hémorragies, tétanos,...), à moyen (infections) et long terme (problèmes à l'accouchement). Les femmes commencent alors chacune à raconter des difficultés d'accouchement et différents problèmes gynécologiques qu'elles ont-elles mêmes connues (ou une de leur proche), et font le lien possible avec la pratique. « *Moi, j'ai accouché de jumeaux, mais l'entrée était trop étroite, on a du m'opérer pour faire sortir les bébés...* », rapporte l'une d'elle. Une autre précise : « *Il y avait une fille dans mon quartier qui a été infibulée, au moment de son mariage, on a du l'opérer.* »

Une femme se lève : « *Bolokoli, a dabra!* » (L'excision, c'est fini). Lors de la séance sur l'accouchement, Mariam amène des images pour détailler les conséquences concrètes possibles de la pratique, pour affiner la compréhension du phénomène par les femmes afin d'amener une prise de conscience progressive et un changement de comportement durable.

Les séances n'excèdent pas une heure et demi : « *cela ne doit pas durer trop longtemps, car les femmes ne peuvent pas se libérer pendant de longues heures, et aussi parce qu'il faut retenir leur attention.* » Après quelques conseils prodigués individuellement à certaines femmes, la petite moto de Mariam Kanté reprend le chemin de Bamako avant la prochaine séance la semaine suivante qui éclaircira les connaissances de ces femmes sur une autre dimension de la vie sexuelle.



 Réseau Genre en Action
  CEAN
  IEP de Bordeaux



Bulletin n° 5 - Avril 2006

11 allée Ausonne
 33607 PESSAC Cedex, France

www.genreenaction.net



Je le dirai à tout le monde...

Ma blessure à moi est gratuite et inutile.
L'acte sanglant et brutal d'une tradition futile.
Une violence froide au nom d'un rite abominable.
Un droit de propriété inaliénable.

Coupable de cruauté ou victime de ta tradition?
Mère mienne, j'ai besoin de connaître ta version.
Souviens-toi, elles m'ont étendue et maintenue sur le sol !
Tu étais là, pourtant tu n'as pas empêché ce silex de franchir le col !

A cet instant je ressentis une douleur.
Je ne sentais plus battre mon cœur.
Je sentais la lame me couper les organes.
Mon corps vibrait comme une vieille bécane.

Je me souviens de cette atmosphère sous la morsure de la lame.
Je me souviens de mes cris qui t'ont fait versé des larmes.
Je me souviens de cette douleur qui me rendait inconsolable.
Je me souviens de cette femme aux mains coupables.

Ses mains qui m'ont fait subir l'humiliation.
Y a-t-il des mots pour décrire cette abomination ?
Pourrai-je en faire le deuil et oublier ?
J'ai subi, je n'en parlais pas et j'avais oublié.

Aujourd'hui, je le dis à tout le monde.
Aujourd'hui, j'ose franchir l'abîme !

Binta BALDE

Mot de la coordinatrice ↙

Chers membres,

Les numéros 4 et 5 de ce bulletin étaient particuliers, rédigés par différents membres du réseau, sur des thématiques précis. Même si ça ne sera peut-être pas toujours le cas, je ne peux que vous encourager de proposer vous aussi des contributions pour le site de réseau ou pour ce bulletin. Et n'hésitez pas de réagir à ce numéro sur l'excision en donnant votre avis par le forum du site.

A vos claviers, participez !

Elisabeth Hofmann

PS : Un grand merci à Aurélie Latoures, doctorante au CEAN qui a fourni les textes et les photos pour ce bulletin et à Binta Balde, étudiante sénégalaise à l'université Bordeaux 3, pour le courage de nous laisser publier son poème, écrit pendant son adolescence.

